



## FACE À LA CRISE DES PRIX DE L'ÉNERGIE LE SDEC ÉNERGIE MOBILISÉ POUR LIMITER LES HAUSSES

PAGES 2 et 3



**ENJEUX** PAGES 6 et 7

AU SERVICE DES COMMUNES  
LE SERVICE ÉCLAIRAGE PUBLIC-SIGNALISATION  
LUMINEUSE SE RÉORGANISE EN PROFONDEUR



**ACTUALITÉS** PAGES 10 et 11

CHANGEMENT DE DIRECTION  
À LA TÊTE DU SDEC ÉNERGIE  
LA DYNAMIQUE DE LA CONTINUITÉ

**POINT DE VUE** PAGE 5

« PENSEZ-VOUS QUE LE RÉSEAU  
ÉLECTRIQUE SOIT EN MESURE  
DE RÉPONDRE AUX ENJEUX DE  
LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE :  
SDIRVE, ENR... ? »

**SUR LE TERRAIN...** PAGE 8

MOBILITÉ ÉLECTRIQUE  
AU CERZA, 20 BORNES  
DE RECHARGE ET  
UN RÉSEAU RENFORCÉ



## ÉDITORIAL

### NOTRE VOLONTÉ D'ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITÉS SERA TOUJOURS LA MÊME

**D**epuis le 1<sup>er</sup> octobre, Alban Raffray a pris la succession de Bruno Delique à la direction du SDEC ÉNERGIE.

Ces deux hommes se connaissent bien et s'apprécient. Bruno Delique, qui a fait valoir ses droits à la retraite, a dirigé le syndicat pendant 9 ans, et a conduit sa mutation, passant de compétences purement réseaux à des activités tournées vers la transition énergétique.

Quant à Alban Raffray, arrivé au syndicat en 2002, c'est un enfant du SDEC ÉNERGIE ; comme il le dit lui-même. Il connaît la « maison », son fonctionnement, ses ambitions.

Son management des hommes et des projets sera probablement différent mais la volonté d'accompagner nos collectivités sera toujours la même.

En le nommant au poste de directeur général du SDEC ÉNERGIE, je lui exprime ma confiance totale pour conduire le syndicat et les équipes sur le chemin tracé par les élus et son prédécesseur. Ensemble, nous avons les clés pour continuer de faire progresser le syndicat.

**Catherine GOURNEY-LECONTE**  
Présidente du SDEC ÉNERGIE



Outre l'augmentation du prix des matières premières et les difficultés d'approvisionnement, les prix de l'énergie ont eux aussi grimpé, jusqu'à + 700 % en 12 mois pour l'électricité.

## FACE À LA CRISE DES PRIX DE L'ÉNERGIE

# LE SDEC ÉNERGIE mobilisé pour limiter les hausses

Depuis quelques mois, les tensions sur les prix de l'énergie changent la donne pour les collectivités à l'heure de bâtir leurs budgets. Pour les aider à passer le cap, le SDEC ÉNERGIE est à leurs côtés.

**U**ne crise de plus. Après la crise sanitaire de 2020, la crise économique, dont les prémices sont apparues fin 2021, a pris une ampleur inédite en 2022. Elle persiste jusqu'à présent, décuplée par la guerre en Ukraine, les tensions géopolitiques mondiales venant aggraver lourdement ce contexte général.

En Europe, la France, comme les autres États du continent, est impactée, touchant la vie des particuliers comme celle des collectivités locales. Parmi les conséquences très vite ressenties, les hausses, de toutes sortes, ont été immédiates.

Outre l'augmentation du prix des matières premières et les difficultés d'approvisionnement, les prix de l'énergie ont eux aussi grimpé, jusqu'à + 700 % en 12 mois (*lire en encadré*) pour l'électricité.

Chargé d'acheter l'énergie pour les collectivités, le SDEC ÉNERGIE a mis en place, dès 2015, un groupement de commandes. Réunissant aujourd'hui près de 550 membres (des collectivités pour l'essentiel) pour plus de 11 000 contrats d'énergie, ce groupement a joué tout son rôle depuis sa création en négociant, en amont, les achats de gaz et d'électricité. Concrè-

Si 2023 a été une année intermédiaire, 2024 représentera une année d'augmentation beaucoup plus marquée pour les collectivités. Il faut faire le deuil des prix bas.

« Les rapports de force ont changé par rapport à ce qu'on faisait avant. Il va falloir intéresser les fournisseurs qui sont devenus beaucoup plus frileux. »

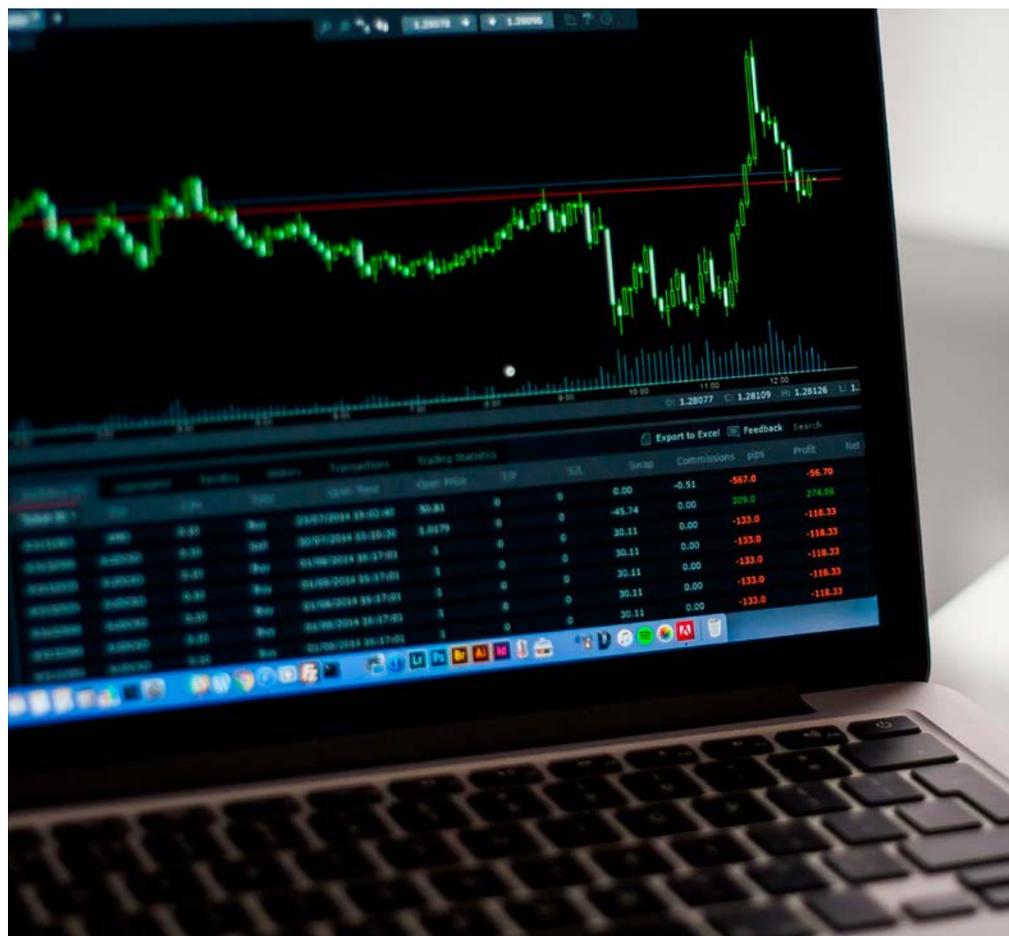
tement, le syndicat achète par anticipation, c'est-à-dire qu'il achète l'année « n-1 » et même l'année « n-2 » les quantités d'électrons d'électricité et de molécules de gaz nécessaires aux besoins des membres pour une année « n ».

« Jusqu'à la fin de 2021, nous avons connu une période faste avec une tendance plutôt à la baisse. Les résultats du groupement d'achat se traduisaient, à chaque renouvellement, par des baisses continues avec des prix toujours inférieurs aux tarifs réglementés », se remémore Alban Raffray, alors directeur du département Transition énergétique au SDEC ÉNERGIE.

### Les rapports de force ont changé

Changement d'ambiance avec l'envolée des prix et ses répercussions fortes et immédiates sur les marchés. Les prix ont ainsi pu être multipliés jusque par... 40 ! « On a commencé à subir ces hausses mais de façon limitée, car les membres de notre groupement bénéficiaient de tarifs négociés par anticipation avant que la crise ne produise ses effets sur les prix » note le responsable.

Lors de ce 1<sup>er</sup> semestre 2023, un accord cadre a été renouvelé pour la période 2024-2025 avec possibilité de reconduction pour la période 2026-2027. Pour le 1<sup>er</sup> marché subséquent, lancé en juin dernier, deux fournisseurs ont été retenus. Trois lots ont été attribués : 2 pour l'électricité (Octopus Energy et Total Énergies) et un pour le gaz (Total Énergies). « Là, on découvre que les rapports de force ont changé par rapport à ce qu'on connaissait avant. Il a



« La question est désormais : de combien va-t-on réussir à limiter la hausse. »

fallu intéresser les fournisseurs devenus beaucoup plus frileux et plus exigeants. Pour les marchés, nous sommes passés de la sélection à la séduction avec des contraintes plus fortes et des lots plus gros, qui ont été fusionnés. C'est un vrai changement de paradigme, constate Alban Raffray. Aujourd'hui, la question est désormais : de combien va-t-on réussir à limiter la hausse ? ». Si 2023 a été une année intermédiaire, durant laquelle nous avons réussi en grande majorité à contenir les hausses, 2024 représentera une année d'augmentation beaucoup plus marquée pour les collectivités. Il faut faire le deuil des prix bas. « Notre rôle, au SDEC ÉNERGIE, sera d'être aux côtés des collectivités pour les accompagner en limitant les hausses au maximum. » On le sait, la première et véritable économie porte sur l'énergie que l'on ne consomme pas, d'où la nécessité d'engager des travaux d'économies d'énergies sur les bâtiments publics et l'éclairage public, notamment. Pour cela, les conseils du SDEC ÉNERGIE sont toujours bons à prendre. □



### DES PRIX FOUS

Entre juillet 2021 et septembre 2022, le prix du gaz sur les marchés boursiers a été multiplié par 7 passant de 26 € le mégawattheure (MWh) à 186 €. Soit une augmentation de 600 % en un peu plus d'un an. Pour l'électricité, le prix a été multiplié par 8, soit une hausse de plus de 700 % sur la même période. Aujourd'hui, les prix ont baissé et se sont fixés autour de 129 € / MWh pour l'électricité tandis que pour le gaz, ils sont autour de 47 € / MWh (prix bruts sans les marges fournisseurs).

## BILAN ET PERSPECTIVES

# LE SDEC ÉNERGIE à mi-mandat

Arrivé à mi-mandat, le SDEC ÉNERGIE veut regarder l'avenir et s'arrêter sur les enjeux stratégiques d'ici 2026.



Les 10 actions prioritaires pour la fin de mandat ont été présentées au comité syndical le 29 juin dernier.

Le début de mandat des élus du SDEC ÉNERGIE n'a pas été simple. Crise sanitaire, confinements successifs, entreprises et chantiers à l'arrêt, télétravail, réunions en visioconférence... Il n'a donc pas été facile, dans ce contexte, de mettre en œuvre le projet stratégique adopté, pour la période 2021-2026, par le comité syndical du 17 décembre 2020. C'est ce document qui traduit la vision des élus sur le développement du syndicat pour le mandat en cours.

« Le SDEC ÉNERGIE, comme beaucoup d'autres structures pendant cette période, a mobilisé toute son énergie pour trouver le plus rapidement possible un rythme de fonctionnement

en phase avec les objectifs du plan stratégique », se souvient Alban Raffray, nouveau Directeur général du SDEC ÉNERGIE. Puis la crise économique, dont les prémices sont apparues fin 2021, a pris une ampleur inédite en 2022, décuplée par la guerre en Ukraine avec une envolée des prix de l'énergie qui persiste encore aujourd'hui.

En moins d'une décennie, le syndicat a profondément évolué, intégrant tout un champ de compétences nouvelles au service des collectivités, essentiellement dans le domaine de la transition énergétique. Dans le même temps, ses compétences « traditionnelles », centrées autour des réseaux de distribution d'électricité et de gaz, se sont maintenues, voire étendues et renforcées. « Le bilan global est bon avec des résultats intéressants et performants. Le SDEC ÉNERGIE a su progresser, passant d'un syndicat de réseaux d'électricité et de gaz à un syndicat d'énergie dans toutes ses facettes. De nombreux sujets ont été défrichés mais pas encore mis en œuvre. Il nous reste à les concrétiser », souligne le directeur.

### 10 actions pour l'avenir

C'est tout l'enjeu des années à venir. « Pour une seconde partie de mandat orientée sur l'essentiel et fort de tous les efforts engagés depuis 3 ans, il importe de concentrer nos priorités au travers

de 10 actions structurantes pour l'avenir. Les conditions de réussite de ce plan reposent sur des moyens financiers à mobiliser tout en veillant à la maîtrise budgétaire du syndicat et sur des ressources humaines en nombre et compétentes », explique Alban Raffray. □

### LES 10 ACTIONS

- ✓ **Continuer à réduire** progressivement les écarts de qualité d'énergie électrique distribuée en zones rurales par rapport à celle des zones urbaines ;
- ✓ **Engager le processus** de renégociation du contrat-cadre de concession GRDF en recherchant à favoriser le développement du biogaz ;
- ✓ **Réduire l'impact énergétique** et environnemental des installations d'éclairage public ;
- ✓ **Accompagner les collectivités** dans la maîtrise des factures énergétiques de leurs bâtiments ;
- ✓ **Devenir un acteur public majeur** dans la production d'énergie renouvelable locale ;
- ✓ **Relancer le développement** des projets de production de chaleur (en cohérence avec le réseau gaz) ;
- ✓ **Engager une réflexion** sur la compétence « contribution à la transition énergétique » ;
- ✓ **Conforter notre rôle d'aménageur du territoire** en matière d'implantation et d'exploitation d'infrastructures de mobilité bas carbone ;
- ✓ **Être un acteur engagé** pour réduire la précarité énergétique des usagers de l'électricité et du gaz ;
- ✓ **Consolider nos services** en matière d'information géographique.

### UN ÉTAT FINANCIER SOLIDE

Engagé mi 2022, le contrôle de la Chambre Régionale des Comptes a confirmé la bonne gestion du SDEC ÉNERGIE et sa solidité financière. Les indicateurs financiers structurels (capacité d'auto-financement, niveau d'endettement, frais de structures...) sont maîtrisés et apportent au syndicat des moyens d'action en termes de stratégie d'aide financière, de capacité d'investissement, de développement de nouveaux services...

### Enjeux stratégiques le 12 octobre

Le jeudi 12 octobre, à l'Abbaye d'Ardenne, à l'issue d'un comité syndical, le SDEC ÉNERGIE a fait le point sur l'avenir. Lors de trois tables rondes, le syndicat a présenté les enjeux stratégiques d'ici 2026. Trois axes ont été particulièrement traités : l'éclairage public, la production d'énergie renouvelable et la maîtrise énergétique des bâtiments. Les présentations des tables rondes sont disponibles sur [sdec-energie.fr](http://sdec-energie.fr)

## UNE QUESTION, TROIS AVIS



## « PENSEZ-VOUS QUE LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE SOIT EN MESURE DE RÉPONDRE AUX ENJEUX DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : SDIRVE, ENR... ? »



### « NOS CONCITOYENS ONT BESOIN DE RÉSEAUX FIABLES ET EFFICACES POUR S'ENGAGER DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE »

**JACQUES FAUTRARD, ADJOINT AU MAIRE DE CAMPAGNOLLES EN CHARGE DES BÂTIMENTS ET DES INFRASTRUCTURES**

« C'est une vraie question ! Dans les territoires, où nous sommes en responsabilité, nous y portons particulièrement attention. Les besoins sont plus nombreux et nos concitoyens ont besoin de réseaux fiables et efficaces pour s'engager dans la transition énergétique. Ainsi, cet hiver, nous avons fait face à de nombreux incidents, à des micro-coupures ou encore des coupures sur le territoire du Bocage Virois. Ces incidents sont préjudiciables tant pour les activités que pour le

matériel en lui-même ou encore sur la volonté de chacune et chacun à investir encore davantage dans des équipements répondant aux enjeux de demain. Plus que jamais nous sommes motivés à avancer mais pas à n'importe quel prix ; les investissements sont nécessaires pour répondre aux attentes et aux besoins de nos concitoyens. Nous serons particulièrement vigilants à leur mise en œuvre. » □



### « S'ASSURER DE L'ADÉQUATION DES MOYENS AUX ENJEUX DU TERRITOIRE. »

**RÉMI BOUGAULT, VICE-PRÉSIDENT EN CHARGE DES CONCESSIONS - SDEC ÉNERGIE**

« Aujourd'hui, c'est déjà le cas, tous les jours de nouveaux usagers sont raccordés au réseau de distribution d'électricité.

Que ces raccordements soient destinés aux usagers résidentiels, aux auto-consommateurs, à des producteurs d'énergies renouvelables, ou bien à alimenter une borne de recharge, ces raccordements sont réalisés sans que la qualité de la distribution d'électricité varie substantiellement et dans des délais qui se réduisent.

Demain, le réseau devra continuer à se développer ce qui devrait permettre d'intégrer la croissance de la production d'énergie décentralisée, la mobilité électrique et plus généralement l'électrification des usages.

Enedis, dans le cadre de son plan de développement de réseau dans lequel il décrit les investissements pour les 5 à 10 prochaines années, a pris la mesure de l'effort humain, technique, technologique et financier qui devra être fourni afin de répondre à ces enjeux. Enedis intègre également un volet de sécurisation face à la montée des eaux.

Il reviendra au SDEC ÉNERGIE dans le cadre de ses échanges réguliers avec le concessionnaire de s'assurer de l'adéquation de ses moyens aux enjeux de son territoire. » □



### « RÉPONDRE À L'ESSOR DE LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE ET DE L'ACCÉLÉRATION DES ENR. »

**FRÉDÉRIC HARDOUIN, DÉLÉGUÉ TERRITORIAL CALVADOS - ENEDIS**

« Afin de contribuer aux objectifs de la transition écologique et de la décarbonation, Enedis adapte le réseau électrique pour répondre à l'essor de la mobilité électrique et de l'accélération des ENR.

Alors que 31 % des émissions de gaz à effet de serre sont dues au secteur des transports, Enedis s'attache à raccorder les Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques au réseau, et prévoit ainsi environ 17 millions de véhicules en circulation à l'horizon 2035.

Par ailleurs, Enedis est à l'œuvre pour connecter les nombreux projets de production d'énergie renouvelable : la puissance installée en France devrait ainsi tripler d'ici 2028, avec en moyenne 5GW à raccorder par an jusqu'en 2040, dont 90 % de ces installations sur le réseau de distribution d'électricité.

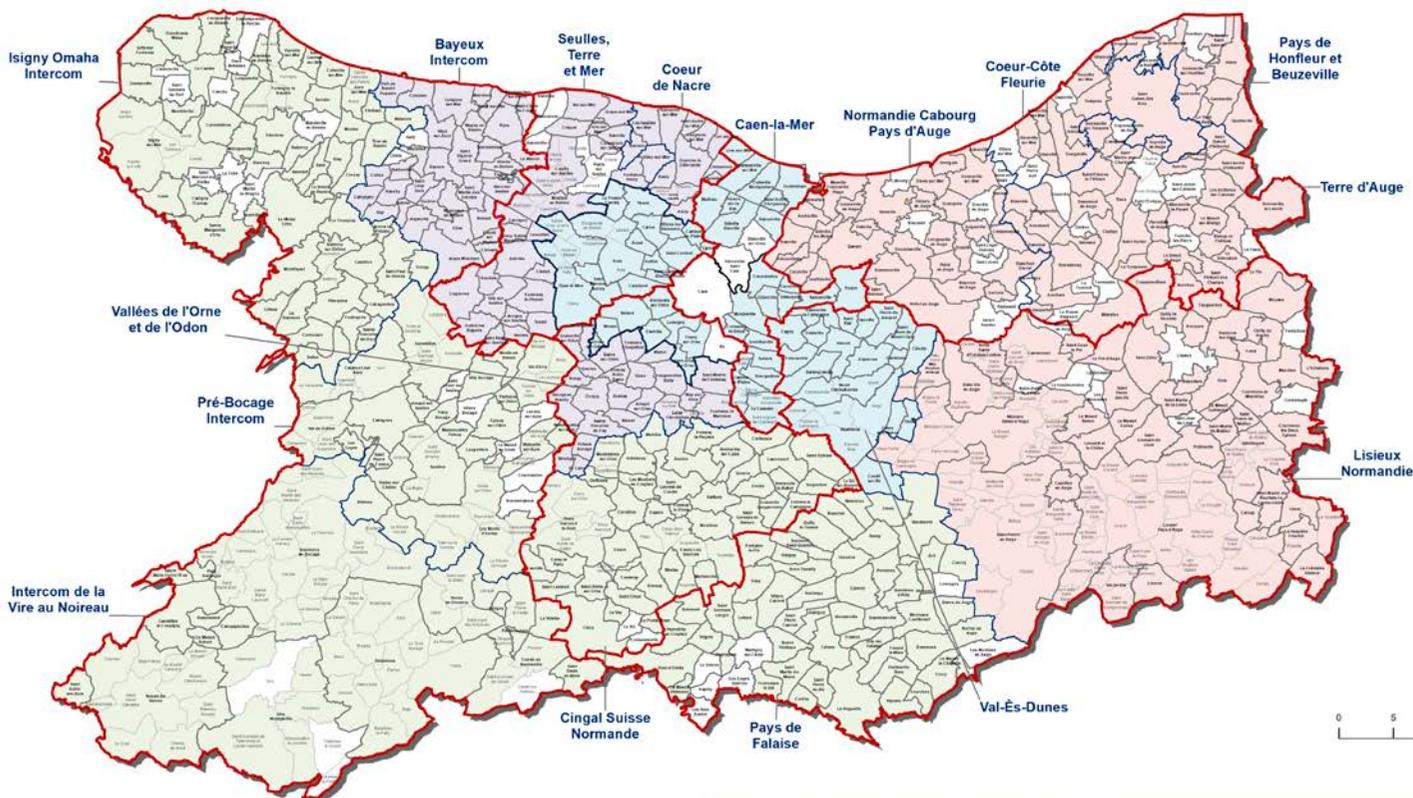
Pour répondre à l'ensemble de ces enjeux, Enedis prévoit d'investir 96 milliards d'€ d'ici 2040.

De plus, afin de faciliter la prospective, la planification à moyen terme des projets dans les territoires, Enedis met à disposition un panel d'outils et services numériques dédiés aux collectivités permettant, par exemple, de cartographier les capacités du réseau, accessibles depuis votre « Espace Collectivité. » □

AU SERVICE DES COMMUNES

# Le service Éclairage public-Signalisation lumineuse se réorganise en profondeur

Depuis la rentrée, le SDEC ÉNERGIE se rapproche davantage des collectivités avec un service Éclairage public-Signalisation lumineuse entièrement recomposé.



SECTEUR 1	SECTEUR 2	SECTEUR 3	SECTEUR 4
<b>Maintenance</b> Pascal BALLOCHE - pballoche@sdec-energie.fr Tél : 02 31 06 23 95 - Port : 06 77 62 67 72	<b>Maintenance</b> Pascal BALLOCHE - pballoche@sdec-energie.fr Tél : 02 31 06 23 95 - Port : 06 77 62 67 72	<b>Maintenance</b> Logan FEUGERES - lfeugeres@sdec-energie.fr Tél : 02 31 06 80 74 - Port : 07 84 31 04 02	<b>Maintenance</b> Logan FEUGERES - lfeugeres@sdec-energie.fr Tél : 02 31 06 80 74 - Port : 07 84 31 04 02
<b>Investissement</b> Guillaume ACCARD - gaccard@sdec-energie.fr Tél : 02 31 06 80 72 - Port : 07 85 79 78 46	<b>Investissement</b> Mickaël BORDE - mborde@sdec-energie.fr Tél : 02 31 06 61 67 - Port : 06 83 91 69 12	<b>Investissement</b> Simon MARIE - simonmarie@sdec-energie.fr Tél : 02 31 06 61 53 - Port : 06 37 77 75 90	<b>Investissement</b> Maxime CHARPENTIER - mcharpentier@sdec-energie.fr Tél : 02 31 06 17 86 - Port : 07 88 14 02 92

La nouvelle organisation du service Éclairage et Signalisation sera présentée aux communes adhérentes lors des CLE d'automne (Commissions locales d'énergie).

Évolutions de carrière, mouvements professionnels... Comme toutes les organisations, le SDEC ÉNERGIE intègre régulièrement de nouveaux collaborateurs pour remplir ses missions et compléter ses effectifs. Le service EP-SL (Éclairage public-Signalisation lumineuse) n'échappe pas à la règle. Ces derniers mois, il a même connu des mouvements de personnels qui ont pu impacter le temps de réponse aux collectivités, et parfois générer de l'insatisfaction. « Cette situation est derrière nous, promet Jean Lepaulmier, vice-président du SDEC ÉNERGIE en charge de l'éclairage public et de la signalisation lumineuse. Nous avons renouvelé 55 % du service avec le recrutement de deux agents fin

2021, puis de trois autres au premier semestre 2023. Essentiellement des jeunes diplômés sans pré-connaissance du métier. Pour faciliter leur intégration, ces nouveaux agents ont suivi des formations tout en étant accompagnés par des tuteurs au sein du SDEC ÉNERGIE. Désormais, les recrutements sont terminés et nous retrouverons très prochainement une organisation optimale. »

### De nouveaux secteurs pour accélérer la prise en charge

Cette période de recrutement-formation a été mise à profit pour remettre à plat l'organisation du service. « En tenant compte de l'arrivée des nouveaux agents et de leur montée en puis-

sance, nous avons repensé la sectorisation géographique des techniciens, explique Stéphane Lebarbier, DGA Réseaux et Transition énergétique. Avec cette réorganisation, nous voulons qu'une collectivité puisse avoir des techniciens de proximité chargés de gérer leurs dossiers dans les plus brefs délais. »

En réalité, ce n'est pas un interlocuteur qu'auront les élus, mais deux selon la nature de leur demande. « Pour l'éclairage public, il y a deux aspects, détaille David Vaudorne, responsable du service EP-SL. L'investissement, quand une commune souhaite installer de nouveaux foyers d'éclairage public ou lancer un programme conséquent de rénovation, et la maintenance, quand il s'agit d'intervenir, notamment en



## LE PATRIMOINE ÉCLAIRAGE PUBLIC AU 31 JUILLET 2023

**107 000** points lumineux  
(foyers d'éclairage public, lampadaires)

**4 600** armoires de commande

**464** collectivités adhérentes en  
éclairage public et 48 en signalisation  
lumineuse

**104** carrefours de signalisation lumineuse

**14 ans**, l'âge moyen des luminaires

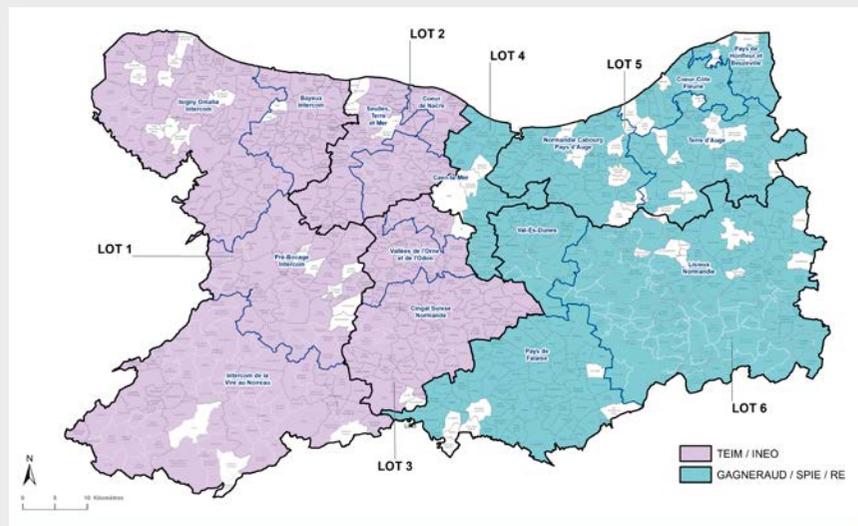
**2,64 %**, le taux de pannes (au 31/12/22)

urgence, sur un candélabre défectueux ou accidenté. » Il reviendra donc à la commune de contacter directement les techniciens de son secteur, selon ses besoins.

### Plus de flexibilité

« Dans le cadre de leur formation, nous avons souhaité positionner les techniciens en tant qu'interlocuteurs privilégiés des communes afin de réduire la prise en charge d'une demande, appuie Stéphane Lebarbier. Cette nouvelle organisation sera aussi synonyme de souplesse car le technicien d'un secteur qui connaîtrait une moindre activité pourra intervenir en dehors de son périmètre pour répondre à une urgence. Une manière de renforcer la cohésion d'équipe. » □

## ATTRIBUTION DES NOUVEAUX MARCHÉS EP/SL



La carte des 6 lots avec les entreprises opérantes en cas de dépannage sera diffusée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Au premier semestre 2023, le SDEC ÉNERGIE a lancé un appel d'offres pour l'attribution aux entreprises des nouveaux marchés de maintenance et d'investissement en éclairage public et signalisation lumineuse. Là aussi, les cartes ont été légèrement rebattues. « De 5 lots gérés par 3 groupements, nous sommes passés à 6 lots pour intégrer les nouvelles communes adhérentes, explique Stéphane Lebarbier. Pour définir les secteurs géographiques, nous nous sommes appuyés sur une échelle géographique que nous connaissons bien : celle des EPCI\*. Mais nous avons aussi considéré le nombre moyen de lampadaires qu'un technicien ou une entreprise peuvent prendre à leur charge. »

Reconductibles 3 fois, ces 6 lots d'un an ont été attribués à deux groupements d'entreprises : Gagneraud/Réseaux environnement/SPIE d'une part, et TEIM/INEO d'autre part. Ils représentent 58 millions d'euros de travaux sur 4 ans (investissement sur l'éclairage public, la signalisation lumineuse et la maintenance). « Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, les nouveaux attributaires seront opérationnels. Entretemps, nous avons organisé des cycles de formation pour fluidifier les relations avec les entreprises, notamment pour l'établissement des devis et des factures selon une méthode unique. »

\* Établissements publics de coopération intercommunale.

## À SAVOIR

### MASSIFIER LES ACHATS POUR PAYER MOINS

C'est la force de la mutualisation du SDEC ÉNERGIE. En regroupant un maximum de communes adhérentes, le Syndicat affermit sa force de négociation dans le cadre des marchés de fournitures. Un foyer à l'unité coûte environ 400 €. Grâce aux achats groupés, le prix unitaire peut baisser jusqu'à 150 €.

### DES AIDES POUR RENOUELER LES FOYERS VIEILLISSANTS

Le forfait pour l'entretien d'un parc d'éclairage public varie selon son âge, de 10 € à 45 € par foyer. Dans le cadre d'un programme de renouvellement à venir, le SDEC ÉNERGIE propose des aides incitatives pour remplacer les foyers âgés de plus de 30 ans. Leur renouvellement présente de multiples intérêts pour la collectivité : son parc basculera vers des technologies plus économes, il connaîtra moins de pannes et ses coûts de maintenance seront réduits.

**MOBILITÉ ÉLECTRIQUE**

# Au CERZA, 20 bornes de recharge et un réseau renforcé

Près de Lisieux, le parc animalier CERZA (40 salariés) s'est appuyé sur l'expertise du SDEC ÉNERGIE pour piloter les opérations de raccordement de bornes de recharge de véhicules électriques. Le réseau a été renforcé, pour garantir une qualité de desserte aux activités économiques des environs.



Le CERZA a mis en service 16 bornes de recharge pour véhicules électriques sur son parking, à disposition des visiteurs.

**A**u CERZA (Hermival-les-Vaux), la transition énergétique est déjà une longue histoire. Le parc animalier aux 300 000 visiteurs par an, investit depuis plusieurs années. Il a déjà mis en service deux éoliennes, une station d'épuration biologique, des panneaux solaires pour l'eau chaude de ses lodges et une installation photovoltaïque en autoconsommation. « *Le parc utilise aussi 15 véhicules électriques pour l'entretien ou le transport, complète son directeur Guillaume Lemarinel. C'est un engagement logique pour nous qui sommes des défenseurs de la nature.* » Nouvelle étape, cette année, avec la mise en service sur son parking de 16 bornes de recharge pour véhicules électriques. « *Nous anticipons un fort développement du parc électrique et c'est une façon de promouvoir ces nouvelles mobilités.* » Le projet portait aussi sur quatre autres bornes pour les clients de ses lodges. « *Il fallait donc réaliser un raccordement vers un poste de transformation plus puissant, tenant compte des besoins liés à ces installations.* »

### « Ne pas gêner l'activité de l'entreprise »

En secteur rural, ce type d'opération est assuré par le service Réseaux électriques du SDEC ÉNERGIE. « *Nous avons donc pris en main le dossier, relate Loïc Cordon, technicien. Le renforce-*

*ment du réseau existant était indispensable aux nouveaux besoins en puissance et à la qualité de desserte du CERZA, mais aussi des habitations et de l'exploitation agricole toute proche.* »

Le chantier a duré de novembre 2022 à janvier 2023. Une opération entièrement coordonnée par le SDEC ÉNERGIE. « *Il fallait faire vite, pour ne pas gêner l'activité de l'entreprise. Ce projet s'inscrit dans un choix d'aide au développement économique et d'orientation de consommation dite « bas carbone » des entreprises locales, complète Loïc Cordon. La bonne collaboration avec Enedis et le CERZA a été précieuse.* »

Le réseau en fils torsadés de plus de 50 ans qui traversait le parc a été déposé et remplacé par des câbles en souterrain, sur un tracé différent et plus court. Une opération 100 % financée par le SDEC ÉNERGIE (78 000 € HT).

« *Sur ce type de dossier, nous savons être réactifs mais il faut garder en tête le caractère incompressible de certains délais, par exemple pour les études ou la fourniture de certains matériels, rappelle Yannick Rodriguez, Directeur du département Réseaux au SDEC ÉNERGIE. Le délai de raccordement moyen est de 3 mois.* » Chaque année, le syndicat traite environ 250 dossiers de ce type, dont un tiers pour raccorder des activités professionnelles. □



### PAROLE À

**GUILLAUME LEMARINEL**  
DIRECTEUR  
DU CERZA

### « UN SEUL INTERLOCUTEUR, C'EST APPRÉCIABLE »

« *Se reposer sur l'expertise du SDEC ÉNERGIE et n'avoir qu'un seul interlocuteur, c'est appréciable pour un chef d'entreprise. Malgré les contraintes techniques et administratives liées à ce type de projet, j'ai apprécié la maîtrise et la capacité d'adaptation de mes interlocuteurs. Au-delà de la compétence, j'ai aussi été séduit par la motivation du SDEC ÉNERGIE pour ne pas perturber l'activité de l'entreprise et contribuer à sa transition écologique.*

*Les travaux de raccordement vers un nouveau poste de transformation m'ont coûté 800 € sur un coût total de 98 230 €, le solde étant financé par le SDEC ÉNERGIE. Quant à l'investissement relatif aux bornes de recharge, il s'élève à 100 000 € financés par le CERZA.* »

## RETOUR D'EXPÉRIENCE

**JEAN-LUC GUINGOUAIN**  
MAIRE DE LANGRUNE-SUR-MER

« NOUS POURRIONS ENVISAGER  
L'INTÉGRATION D'UN VÉHICULE  
ÉLECTRIQUE DANS NOTRE FLOTTE »



L'équipage n°7, composé de Jean-Luc Guingouain et Franck Jouy, représentait la commune de Langrune-sur-Mer.

Le Normandie Énergies Tour (NET) a été imaginé par le SDEC ÉNERGIE pour faire évoluer l'image des véhicules bas carbone (électriques, hydrogènes ou GNV\*) et valoriser le réseau de 250 bornes de recharge électrique MobiSDEC (dont 26 bornes rapides) installées depuis 2014 dans tout le département. Intitulé « Rallye Biches et Crapauds », la 7<sup>e</sup> édition du NET a lancé, le 16 septembre 2023, une quarantaine d'équipages sur les routes des marais du Bessin et du Cotentin. Jean-Luc Guingouain, maire de Langrune-sur-Mer, représentait sa commune à bord d'un véhicule électrique particulier. « Je retiens la convivialité, la richesse des échanges et la très bonne organisation de l'événement. Peu d'élus étaient engagés et c'est mon adjoint Franck Jouy, très concerné par les enjeux de mobilité bas carbone, qui m'a incité à participer cette année. »

### Une réflexion amorcée

Au terme des 170 km d'un parcours jalonné de quizz et de challenges, l'équipage s'est classé à une honorable 8<sup>e</sup> place et a muri son projet.

« Notre commune est équipée de deux bornes de recharge depuis 2014. Si nous ne sommes pas contraints par une obligation légale, nous pourrions tout de même envisager l'intégration d'un véhicule électrique dans notre flotte. Mais le coût d'achat reste encore un frein. C'est même exorbitant pour les petits véhicules de collecte des déchets. Il faudra trouver la bonne affectation. Probablement un véhicule de responsable technique. L'électrique est pertinent pour les flottes des collectivités et c'est aussi le sens de l'histoire, me semble-t-il. Nous y viendrons, c'est certain. » □

\* Gaz naturel véhicule.



## COMMISSIONS LOCALES D'ÉNERGIE

# Un nouveau format pour les Commissions locales d'énergie

Une fois par an à l'automne, le SDEC ÉNERGIE invite les représentants des collectivités à se réunir au sein des Commissions locales d'énergie. Du 6 au 15 novembre, ces rendez-vous seront l'occasion d'échanger sur les sujets d'actualité, mais surtout sur la production d'énergie renouvelable, thème de la prochaine édition.

Initialement au nombre de 18 sur l'ensemble du Calvados, les Commissions locales d'énergie (CLE) se sont regroupées depuis l'année dernière. Désormais ramenées à 6, ces rencontres couvrent des territoires plus larges et se veulent plus conviviales et plus interactives. Sous ce nouveau format, les CLE s'organisent en trois temps autour d'une thématique centrale : des visites de sites, une courte réunion d'une heure, et un cocktail déjeunatoire pour prolonger les échanges et s'informer.

Cette année, les CLE développeront le thème du photovoltaïque. Elles proposeront aux élus de découvrir, selon leur intérêt et leur projet, des installations de plusieurs types (bâtiments agricoles, bâtiments communaux, fermes photovoltaïques, école,...) localisées dans le Bessin, le Bocage Virois, le Pays d'Auge, Lisieux, Caen Nord, Caen Sud et Caen Est.

Ensuite, les réunions organisées à proximité des sites de visites apporteront un éclairage sur la production locale d'énergies renouvelables et comment le syndicat peut accompagner les collectivités, notamment dans la mise en place des dispositions offertes par la nouvelle loi sur les zones d'accélération des ENR (lire à ce sujet Dialogue 88, p 4).

Enfin, avant et après la réunion, et pendant le déjeuner, les élus pourront s'informer sur les 6 points d'information thématiques suivants :

- **Travaux sur les réseaux** : effacement et aides aux petites communes rurales...
- **Éclairage public** : réorganisation du service et nouveaux marchés...
- **Mobilité** : déploiement du schéma directeur d'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques...
- **Transition énergétique** : rénovation des bâtiments, ombrières photovoltaïques...
- **Système d'information géographique** : formation à la plateforme départementale Mapéo renouvelée...
- **Groupement d'achat d'énergies** : tendance des prix pour 2024... □

**Pratique : Réservation indispensable pour participer aux visites. Programme détaillé sur : [www.sdec-energie.fr](http://www.sdec-energie.fr)**

### LES CLE EN BREF

Inscrites aux statuts du Syndicat, les Commissions locales d'énergie regroupent sur un secteur géographique tous les délégués des communes et des intercommunalités. Chaque CLE possède des représentants au sein du comité syndical, lequel a ses représentants au sein du bureau syndical. Ainsi, chaque territoire est représenté au comité et au bureau du syndicat.



Bruno Delique et Alban Raffray.

## **DIALOGUE** Quelques mots sur votre parcours professionnel

**BRUNO DELIQUE** : J'ai une formation d'ingénieur technique. J'ai réalisé une première partie de ma vie professionnelle dans le logement social, à Caen Habitat (aujourd'hui Caen la mer Habitat). Je suis arrivé au SDEC ÉNERGIE le 1<sup>er</sup> août 2001 pour diriger les services techniques. Au fil des années, j'ai acquis la culture du syndicat grâce, notamment, à l'accompagnement et la bienveillance de mon prédécesseur Jean-Louis Leclerc qui m'a fait confiance pour me nommer directeur-adjoint (2010) avant de lui succéder en septembre 2014. J'ai eu la chance pendant ces 20 ans de travailler sous quatre présidences : Marcel Restout, Henri Girard, Jacques Lelandais et Catherine Gourney-Leconte, l'actuelle présidente.

**ALBAN RAFFRAY** : J'ai débuté ma carrière dans l'industrie, comme ingénieur à la direction qualité chez Moulinex. À la fermeture de l'usine, j'ai rejoint le SDEC ÉNERGIE, avec pour mission d'étendre la démarche qualité à l'ensemble des activités du syndicat. Déjà à l'époque, le SDEC ÉNERGIE était précurseur dans ce domaine avec un service maintenance éclairage public certifié.

À partir de 2007, avec la création du service énergie/environnement dont j'ai pris la responsabilité, nous avons posé les bases de notre accompagnement dans le domaine de l'énergie. Au fil des années, les missions se sont étoffées et j'étais fier d'être à la tête de la nouvelle direction transition énergétique qui regroupe les services en charge de l'accompagnement des collectivités sur la maîtrise des consommations d'énergie, la production d'énergies renouvelables, la planification énergétique,

l'animation territoriale et la mobilité. En résumé, je suis un enfant du SDEC ÉNERGIE.

### **D** : Que reprenez-vous de votre parcours ?

**B.D.** : La structure m'a fait confiance au fil des années. Les hommes et les femmes du SDEC ÉNERGIE m'ont accompagné dans ma progression professionnelle. C'est d'ailleurs une autre chose en commun que je partage avec Alban. Ce parcours en progression au sein du même établissement est évidemment quelque chose de valorisant. Je reconnais en avoir un peu de fierté, avec le sentiment du devoir accompli. Enfin, que le passage de témoin avec Alban se fasse dans d'excellentes conditions me rassure sur l'avenir du SDEC ÉNERGIE avec le sentiment de laisser à mon successeur toutes les clés pour faire évoluer encore le syndicat. Mais tout cela n'a été possible qu'avec l'existence d'une véritable osmose entre le président et le directeur. J'ai besoin de travailler avec la confiance du président(e).

### **D** : Et côté dossiers ?

**B.D.** : J'ai vécu des moments forts avec notamment la mise en place des nouveaux statuts qui donnent des moyens supplémentaires d'agir au syndicat et bien sûr la négociation et la signature de la nouvelle concession d'électricité, avec plus de 120 réunions en un peu plus de 4 ans. Un événement qui n'a lieu que tous les 30 ans. Sur le deuxième mandat, je retiendrais l'essor de la transition énergétique avec le développement de nouveaux métiers en donnant au syndicat les moyens humains et financiers. Là aussi, c'est une grande satisfaction.

**A.R.** : Ce qui est effectivement remarquable au SDEC ÉNERGIE, c'est la capacité à vous offrir

## CHANGEMENT DE DIRECTION À LA TÊTE DU SDEC ÉNERGIE

# La dynamique de la continuité

En ce mois de septembre, Bruno Delique, directeur général du SDEC ÉNERGIE depuis 2014 passe la main à Alban Raffray, ancien directeur du département transition énergétique. Les deux hommes qui s'apprécient se connaissent bien professionnellement puisqu'ils sont entrés au syndicat départemental à la même époque, respectivement en 2001 et 2002.

des opportunités de carrière ; la valorisation des ressources humaines et les possibilités d'évolution des agents au sein de la structure. Autre fait marquant, l'évolution constante des compétences et services mis à disposition des collectivités territoriales pour répondre à leurs exigences, aux nouveaux défis. Le syndicat bénéficie d'une véritable capacité d'adaptation. Nous sommes reconnus pour cela même au-delà des frontières du département où le SDEC ÉNERGIE bénéficie nationalement d'une excellente réputation.

Au fil des années, la progression du SDEC ÉNERGIE a été remarquable. Il est passé d'un syndicat de réseaux électriques, puis gaz, à un syndicat d'énergies avec des métiers plus larges (mobilité, planification énergétique, production d'énergie renouvelable, achat d'énergies...). Nous avons développé une réelle expertise dans différents métiers de la transition énergétique, une transition qui se poursuit aujourd'hui.

**B.D.** : De tout temps, les acteurs du SDEC ÉNERGIE ont partagé la volonté de travailler avec l'exigence de la qualité, avec l'idée de toujours se remettre en cause. Et, comme l'a rappelé Alban, nous avons été une des premiers syndicats à être certifié. La culture de la qualité et de l'exigence est forte dans l'histoire du syndicat.

### **D** : Des ressources humaines plus conséquentes ?

**B.D.** : Quand je suis arrivé au SDEC ÉNERGIE, nous étions 30 salariés. Et Alban travaillera avec plus de 70 collaborateurs.

**A.R.** : C'est ainsi que pour demain, l'enjeu ressources humaines est stratégique. L'audit RH demandé par Bruno avant son départ est un

« Le sentiment de laisser à mon successeur toutes les clés pour faire évoluer encore le syndicat. »

**Bruno Delique**

acte non seulement courageux mais qui me sera très utile pour mes premiers pas en tant que directeur. Avec la montée en puissance de nos ressources humaines et l'évolution des métiers, se réinterroger sur notre fonctionnement était devenu indispensable.

**D : Votre fierté ?**

**B.D.** : Avoir toujours défendu le service public, l'intérêt général. Avoir toujours considéré que l'on travaille pour un territoire, des élus, des usagers. Nous sommes dans le domaine de la transition énergétique. Notre quotidien concourt à mettre en œuvre des solutions concrètes. À notre échelle, être acteur des enjeux mondiaux, c'est valorisant et cela donne un sens au travail.

**D : Les contraintes rencontrées ?**

**A.R.** : Nous sommes dans une société où tout va de plus en plus vite. Une loi est publiée, elle est applicable dans les trois mois qui suivent. Un appel à projet est lancé, la réponse doit être bouclée dans le mois... Nous n'avons plus le temps de nous poser, le stress est plus présent. À l'heure où se multiplient les relations dématérialisées, il faut être vigilant à conserver nos liens de proximité avec les élus, accentuer notre présence et aller à la rencontre des territoires.

**D : Et demain ?**

**A.R.** : Comme je l'ai précisé, l'enjeu RH est important pour l'avenir du SDEC ÉNERGIE. Prendre en compte le côté humain, le bien-être au travail, donner du sens à l'activité, garder et conforter la proximité avec les élus. Enfin, répondre aux enjeux et demandes des collectivités sur la transition énergétique sans oublier les activités historiques, notamment la qualité du réseau électrique, colonne vertébrale du syndicat. Accompagné par deux directeurs adjoints : Stéphane Lebarbier (Réseau et transition énergétique) et Jérôme Daniel (Ressources et concessions), j'entends plus responsabiliser l'encadrement avec plus de délégations.

**B.D.** : Même si je garderai un œil bienveillant et compréhensif sur l'évolution du SDEC ÉNERGIE, mon avenir sera fait de loisirs, de temps passé avec ma famille, mes petits-enfants. Et je pense m'investir dans le milieu associatif. Une nouvelle vie ! □



**Retrouvez l'interview de Bruno Delique et Alban Raffray ici**

**VEILLE**

## RÉFORME DU FINANCEMENT DES EXTENSIONS



L'entrée en vigueur des dispositions de l'article 29 de la loi accélérant de la production des énergies renouvelables (APER) supprime la contribution due par les collectivités en charge de l'urbanisme (CCU) pour la part de l'extension située hors terrain d'assiette de l'opération. Ainsi, les coûts des extensions seront financés en partie par le TURPE (taux de réfaction) et le reste par le demandeur.

**Plus de renseignements sur [www.sdec-energie.fr](http://www.sdec-energie.fr)**

## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022



Le rapport d'activité 2022 du SDEC ÉNERGIE est téléchargeable sur [www.sdec-energie.fr / rubrique Communication / Publications](http://www.sdec-energie.fr/rubrique-Communication/Publications). Vous y retrouvez les chiffres clés et les faits marquants de l'année : le groupement d'achats pour faire face à la flambée des prix de l'énergie, le lancement de PROGRES pour le programme de rénovation énergétique des établissements scolaires, l'élaboration du schéma départemental des infrastructures de recharges pour véhicules électriques notamment.

## LE SDEC ÉNERGIE RECRUTE



Le SDEC ÉNERGIE recrute un·e :  
Directeur·trice administratif·tive /  
Chargé·e du contrôle des concessions /  
Chargé·e de mission « rénovation énergétique des bâtiments scolaires. Les postes sont à pourvoir dès que possible.

**Pour tous renseignements, contactez Sandrine Bonnegent au 02 31 06 80 79 - [sbonnegent@sdec-energie.fr](mailto:sbonnegent@sdec-energie.fr).**

## L'EXPOSITION « 2050 » CHERCHE PRENEUR



Support d'animation pour saisir l'omniprésence de l'énergie dans notre quotidien, comprendre notre dépendance aux énergies fossiles et les conséquences sur le réchauffement climatique, l'exposition 2050 de la Maison de l'Énergie du SDEC ÉNERGIE a laissé sa place à Mission Énergie. Elle aura attiré près de 12 000 visiteurs dont 500 classes scolaires. Le SDEC ÉNERGIE souhaite proposer à la vente cet outil aux collectivités, associations, lieux culturels ou de vulgarisation scientifique... qui souhaitent devenir un lieu d'éducation à la transition énergétique.

**Pour tous renseignements, contactez Guénaëlle Carlier - 02 31 06 61 80 - [gcarlier@sdec-energie.fr](mailto:gcarlier@sdec-energie.fr)**

## 22/06 : Moyaux – Programme PROGRES



Signature de la convention PROGRES pour la rénovation énergétique de l'école Mme René Coty à Moyaux.

## 28/06 : Douvres-la-Délivrande – Programme PROGRES



Signature de la convention PROGRES pour la rénovation énergétique de l'école des petits Dian Fossey à Douvres-la-Délivrande.

## 29/06 : Comité syndical



Assemblée générale du comité syndical avec présentation du bilan du plan stratégique à mi-mandat.

## 9 et 10/09 : Vachement Caen



Participation du SDEC ÉNERGIE à la 2<sup>e</sup> édition de Vachement Caen en partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Calvados : stand sur la transition énergétique, notamment sur la méthanisation.

## 16/09 : 7<sup>e</sup> Normandie Énergies Tour



Départ de Tilly-sur-Seulles des 40 équipages de la 7<sup>e</sup> édition du Normandie Énergies Tour, sur les routes du Bessin et du Cotentin, entre bois et marais.

## 12/10 : Houlgate – Travaux sur les réseaux



Inauguration des travaux d'effacement des réseaux et d'efficacité énergétique de l'éclairage public.

## TELEX...

**6 au 15 novembre** Commissions Locales d'Énergie dans tout le département – **5 décembre** 9h30 - SDEC ÉNERGIE : Commission Consultative des Services Publics Locaux – **5 décembre** 14h - SDEC ÉNERGIE : Commission Consultative pour la Transition Énergétique – **14 décembre** 14h - CCI caen Normandie : Comité syndical – **Informations et inscriptions sur [sdec-energie.fr](http://sdec-energie.fr)**

SUIVEZ NOTRE ACTUALITÉ DU SDEC ÉNERGIE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX : FACEBOOK.COM/SDECENERGIE @SDECENERGIE#SDEC14

## Bimestriel d'information du Syndicat Départemental d'Énergies du Calvados

Directrice de la publication : Catherine Gourney-Leconte, Stéphane Devé • Directeur délégué : Alban Raffray • Rédactrice en chef : Sandrine Marie-Le Brun • Conception graphique et éditoriale, rédaction et mise en page : aprim-caen.fr  
Crédit photos : SDEC ÉNERGIE, aprim, À vue d'œil, Cerza • Impression : Caen Repro - ISSN : 1162-647 X